

Compte-rendu du débat

Stéphane Hessel, Ambassadeur de France et Pierre Larrouturou, économiste

Paris - 26 mars 2011



Crise sociale, crise financière, crise écologique. Comment dire l'urgence ? Comment trouver les solutions ? Comment se faire entendre par le plus grand nombre ? Stéphane Hessel et Pierre Larrouturou se sont retrouvés samedi 26 mars sur les bords du canal St Martin à Paris, dans une atmosphère chaleureuse, pour dialoguer avec la salle sur ces questions essentielles. Il y a un an déjà, Pierre Larrouturou rencontrait Joseph Stiglitz, prix Nobel d'économie, Eva Joly, député européenne, Edgar Morin, philosophe, lors d'une première réunion de travail, pour expliquer que la crise n'était pas une parenthèse, qu'elle était plus grave que ce que l'on voulait bien dire. Aujourd'hui encore, le débat s'est ouvert sur un constat : **En deux ans, le nombre de chômeurs a augmenté de 1 200 000 personnes**, durant le seul mois de février 499 000 personnes se sont inscrites à pôle emploi, et parmi les 501 000 personnes qui en sont sorties, seule la moitié a retrouvé un boulot, mais pour 61% d'entre-elles, il s'agissait d'un CDD de moins d'un mois. En quelques chiffres, Pierre Larrouturou a ainsi rappelé que le chômage

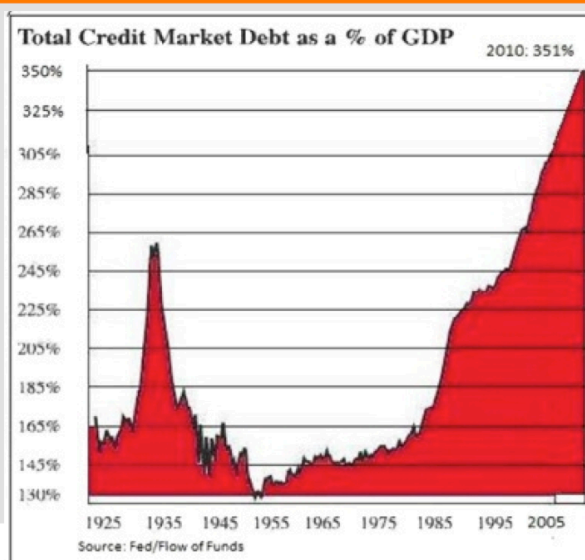
n'est pas une chose « normale », mais que nous vivons au contraire une crise sociale exceptionnellement grave. **La croissance attendue ne reviendra pas et il est temps de reconnaître que l'économie mondiale voit monter la menace d'un « tsunami financier».** Les chiffres cités par la Réserve Fédérale américaine montrent que la dette totale des Etats-Unis atteint 351 % de son PIB et que la Chine a réinjecté 44% du PIB en crédits nouveaux pour atteindre seulement 9% de croissance, autant dire que ces chiffres représentent 2 bombes dans l'économie mondiale qui menacent d'exploser à tout moment (cf. graphique).

Si l'engagement des Etats a permis de préserver une confiance jusqu'à la chute de Lehman Brothers, désormais les Etats se désengagent et certaines banques expliquent à leurs plus gros clients comment se retirer en moins de 48h en cas de *total collapse*.

Pendant 30 ans, la courbe de la dette des Etats-Unis est restée stable, car

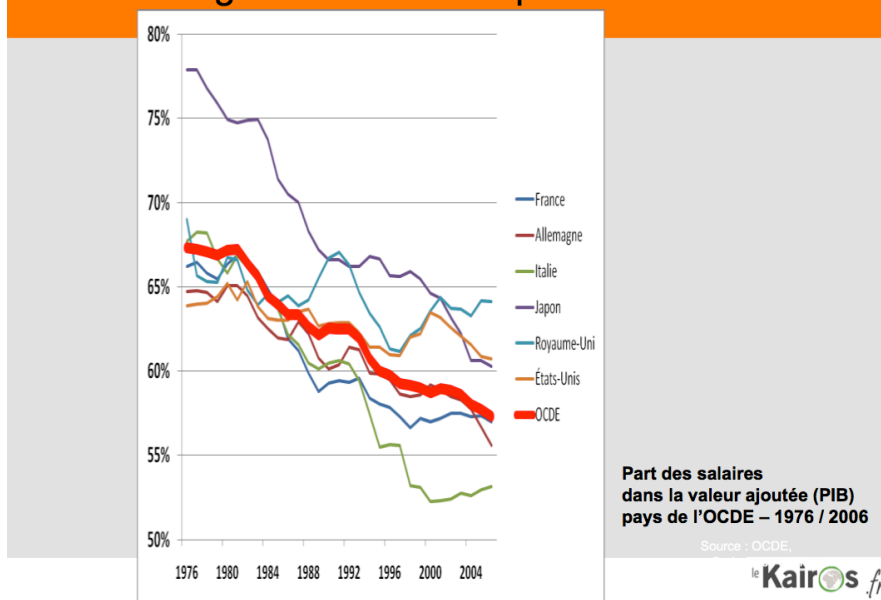
l'économie obéissait à des règles collectives pour organiser le plein emploi et l'augmentation annuelle des salaires. Depuis les années 80, le prétexte de la liberté individuelle a considérablement réduit la part des bénéfices qui aurait dû revenir aux salariés (cf. courbe de l'OCDE ci-dessous). C'est ainsi 28 milliards qui en 30 ans auraient dû aller aux salariés et par ailleurs, la fortune cumulée des 0,2% des plus riches s'élève à 29 000 milliards de \$. Si l'on en reste à l'aspect financier, on tourne en rond ; il faut s'attaquer aussi à la question sociale, avant de négocier sur l'économie, il faut une **justice sociale**.

Il y a 2 bombes dans la reprise mondiale



USA
Dette :
351 %PIB

Une baisse généralisée de la part des salaires



Jamais, non plus, la gravité de la crise climatique n'a paru aussi incontestable. Le rapport Meadows, fut la première étude importante soulignant les dangers écologiques de la croissance économique dans une planète dont les ressources sont limitées. Lors de sa publication en 1972, il suscita de nombreuses controverses, c'est maintenant une référence, Dennis Meadows a reçu en 2009 le très prestigieux Japan Prize. Le constat est que, dans tous ces domaines, la situation s'aggrave et que nous vivons en direct l'écroulement d'un modèle totalement épuisé. Il est urgent de faire naître une nouvelle société avant que l'ancienne ne s'écroule. **Il faut désormais agir comme des êtres responsables et ne pas avoir peur car il y a des solutions.**

Stéphane Hessel a rappelé la période de l'après-guerre. Au Conseil National de la Résistance, nous avons réfléchi, a-t-il dit, car nous savions que la seconde guerre mondiale avait surgi au moment où sévissait une grande crise financière, une crise de laquelle un certain Hitler avait proposé de nous sortir grâce au socialisme, au national socialisme...

Déjà en 1919, le Bureau International du Travail avait jeté les bases d'une réflexion devant la crise du capitalisme, en affirmant qu'une paix universelle et durable ne peut être fondée que sur la base de la justice sociale et un certain Karl Marx avait également expliqué qu'un capitalisme que l'on laisse aller seul mène à la catastrophe...

Il fallait donc instaurer des bases solides, des bases éthiques qui prennent en compte l'importance des salaires, l'importance de la planification qui impose au gouvernement de prévoir comment s'organise l'économie, pas sur deux ou trois mois, mais sur 10-15 ans. **Cette planification permet de régler les étapes nécessaires à une croissance équilibrée ; elle donne au gouvernement le rôle de régulateur entre ceux qui participent au marché et ceux qui en sont bénéficiaires.** Le travail des Nations Unies avec la déclaration des droits universels a mis sur le même plan économie et droit des citoyens. Pendant 30 ans, nous avons alors connu une période équilibrée, entre les investissements, les ressources des citoyens, les consommateurs et les producteurs. Cela a fonctionné car des valeurs fondamentales (celles du Conseil National de la Résistance (CNR), de la Déclaration Universelle des droits de l'homme adoptée par l'Organisation des Nations unies le 10 décembre 1948, à Paris, au Palais de Chaillot : droits civiques, socio économiques et culturels...) ont été partagées. Puis ce fut un constat d'échec, l'attaque injustifiée sur le rôle des états, « l'erreur » de Friedman, puis de Reagan et Thatcher. **Pourquoi cela n'a pas marché ? Parce qu'il n'y a plus de régulation depuis 40 ans.** Le capitalisme ne peut pas être sans régulation et ce rôle est celui des Etats. A l'époque de Friedman, on disait « moins il y a d'Etat, mieux on va se porter », et nous avons construit notre économie pendant des décennies sur cette énorme bêtise. On a laissé faire, on s'est dit que si on les laissait spéculer, cela retomberait d'une façon ou d'une autre. Mais cela ne retombe jamais, cela s'évade.

Indignez-vous invite à se rappeler des valeurs auxquelles nous sommes restés fidèles, dès qu'elles disparaissent, il faut réagir. Ce n'est pas la solution, mais c'est le moment où l'on s'aperçoit que cela ne peut pas continuer. Il faut savoir détecter les causes. On a empêché un contrôle régulier de ce qui va et de ce qui ne va pas, contrôle que seuls les Etats peuvent faire sur la base de conventions internationales comme celle de l'Organisation International de la Santé par exemple. **On ne peut pas laisser spéculer sans contrôle.**

Je n'ai rien à ajouter, nous a dit Stéphane Hessel, sur ce qu'a dit Pierre de la gravité de la situation et de l'urgence à y apporter des solutions, mais il a tenu à signaler qu'il avait rencontré de nombreux jeunes, des lycéens et des collégiens, et qu'à travers leurs questions et leurs réflexions il lui a semblé certain que nous ne sommes pas dans une phase de découragement de la jeunesse. Et c'est important, car ce n'est pas le moment de se laisser décourager a-t-il ajouté. Il

faut être engagé et vigilant pour ne pas laisser les états se laisser manipuler par des marchés qui eux n'ont aucun scrupule. La gravité de la crise est visible. Il faut être vigilant et lutter contre l'impuissance face aux forces économiques et financières sans scrupules et **trouver un fonctionnement harmonieux de l'économie.**

Participation de la salle, commentaires et questions :

- « Les dirigeants de l'industrie nucléaire aujourd'hui sont dans le même état que les dirigeants pharmaceutiques lors de la crise du sang contaminé. »
- « Le vrai sujet d'indignation : faire cesser l'accumulation du capital pour lui-même. C'est une révolution qui est nécessaire. **Une véritable alternative et non une alternance.** »
- Faire passer des idées dans un contexte très difficile. Réveiller la gauche. Comment innove-t-on ? Aller à la rencontre des citoyens ?

- Pouvoir se dire qu'il y a d'autres bases, d'autres valeurs pour construire la société mondiale.
- Nous ne sommes plus dans une société « fordiste ». Quand les laboratoires font quelque chose, qui est mauvais ? Qui est bon ? Autrefois, on était dans la logique de production et consommation et on pensait qu'en entretenant ce mouvement, on irait vers un progrès indéfini. Il fallait produire et commercer plus, il faut désormais un regard éthique, un nouveau contrat social, un nouveau pointage : sujet développé dans les ouvrages de Jean-Baptiste de Foucauld. Distribuer les responsabilités entre la société et l'Etat sans se laisser opprimer par les tyrannies financières. Il faut se libérer des féodalités économiques, aujourd'hui ce ne sont pas des féodalités, ce sont des tyrannies. Le bien commun et l'éthique ne font plus recette.

- « Le PIB est-il un bon indicateur de croissance ? »
Non. Cela n'a pas de sens. Dans le domaine du logement par exemple, du développement des énergies renouvelables pour faire baisser les factures d'énergie. Les économies

d'énergie feront d'abord monter le PIB (investissements, formation) puis génèreront des économies (donc une baisse du PIB) : 1000 € par an et par famille...

- Temps de travail : la semaine de 4 jours et création d'emplois, quels impacts sur le PIB ?
- Il faut **un indicatif de développement humain** qui enregistre les progrès en matière de scolarité, d'emploi, de santé, sujet développé dans les ouvrages de Patrick Viveret.

- « Pourquoi renvoyer la question sociale au seul secteur associatif ? »
- « Pourquoi un tel silence du PS vis-à-vis des attaques sur les 35 heures ? »

Il n'y a aucune volonté de lutter contre le chômage en France. Il y a des pays où ils ont réussi à diviser par 2 (Danemark, Pays-bas). Il faut proposer de changer de politique après les prochaines échéances.

- La montée du chômage en France n'est pas directement liée à la mondialisation, il précède largement les délocalisations.
- La cause fondamentale : les gains de productivité. On produit toujours plus avec moins de travail. Les dirigeants ont sous-estimé cette révolution. Aujourd'hui le temps plein en France est toujours de 39,4 h le contrat social n'a pas changé en 30 ans et il y a 4.600 000 chômeurs à 0h. Il faut les 35h mais avec des emplois. A l'époque de Jospin et Aubry, il a 70.000 milliards d'exonération mais sans créations d'emplois, c'est une catastrophe.
- Les gains de productivité devraient être une bonne nouvelle si on fait évoluer le contrat social. Exemple d'entreprises qui sont passées à la semaine des 4 jours avec succès et créations d'emplois : L'Agence Verte, Mamie Nova, Fleury Michon, Monique Ranou...
- La semaine de 4 jours, c'est possible. De même qu'il existe d'autres solutions sur la création de logement, les économies d'énergie, les énergies renouvelables (créatrices d'emploi) l'ESS...
- En jouant sur tous les leviers : on peut créer plus de 2 millions d'emplois. Or, si on le fait, on inverse la tendance de la négociation sur les salaires, ce que les dirigeants actuels ne veulent pas.

- Où sont passés les enfants des amis du CNR ? Qu'ont-ils fait des travaux et des avancées de leurs aînés ?
- Le pouvoir aujourd'hui échappe aux citoyens. Au-delà des votes, il va falloir déconstruire certaines législations, il y a une crise de confiance, une crise de fonctionnement politique systémique.
- Le rapport avec les médias. Mainmise des gouvernants dans les grands médias, une véritable force de frappe. Un moment où le citoyen est désemparé. Or il y a des gens compétents, des idées.
- Autre levier : la consommation. On peut être cohérent. On peut bloquer le marché, on peut ne pas consommer certains médias et certains produits.
- À quoi collaborent les médias ? Radios libres plus nombreuses. Élargir le contact entre celui qui dit et celui qui peut écouter, immigrés, jeunes...
- La crise actuelle n'est pas une fatalité : pendant 40 ans, on nous a expliqué qu'il fallait moins d'Etat, les richesses allaient se diffuser (100 milliards d'euros de baisse d'impôts en 10 ans).
- D'autres décisions politiques nous permettront de sortir de la crise. On a le droit de proposer et d'imposer.
- On ne peut plus compter sur les médias pour faire passer nos idées. On a des solutions mais on a besoin de temps ! C'est un énorme sujet.
- Le pouvoir échappe aux citoyens vers le lobbysme, comment accéder au pouvoir : importance des médias.
- Force de frappe qui impose un dogme.
- Lorsqu'il y avait le Conseil National de la Résistance, les médias servaient la propagande des collaborateurs, il faut plus de radios libres.
- Développement de l'**Economie Sociale et Solidaire**. Cela représente déjà 10 % de notre économie, et il n'y a pas de confiscation de la valeur ajoutée.

- Claude Alphan  ry a montré comment l'ESS pourrait prendre une part croissante de la consommation nationale. Travailler sans la recherche du profit, une des man  res concrètes de sortir de la crise.
- Par exemple dans l'aide à domicile. Si on compte sur le lecteur lucratif, 15% iront aux dividendes. Sinon, c'est l'ensemble des ressources qui iront aux salariés (100 Mrd   )
- C'est un travail que l'on peut faire dans les régions. Autre exemple le refus de travailler avec les banques qui ont des activités dans les paradis fiscaux.
-   thique en politique ? Une première proposition : il n'y a pas assez d'émigrés, plus personne dans les campagnes (infirmiers, médecins, boulangers...), il faut ouvrir les frontières.
- Contre la croissance, manger différemment, circuler différemment. Réfléchir autrement, changer notre man  re de penser. Expliquer aux gens ce qu'ils mangent.



Le débat s'est achevé sur les questions du vivre ensemble et de l'engagement politique. Nous sommes en contact immédiat avec le reste du monde, cela offre une alternative dans la façon de concevoir notre vivre ensemble. Se porter bien : c'est faire le bien. Nous vivons dans une société globale, 7 à 8 milliards d'humains sont répartis dans le monde avec qui l'on peut être en contact en un clic sur un bouton, c'est une merveilleuse alternative pour concevoir notre vie ensemble. Nous sommes dans un monde qui évolue de telle manière que les mouvements seront de plus en plus forts et heureusement, il y en a toujours eu : l'invasion des barbares, de l'Amérique, les changements climatiques et d'autres évènements pousseront encore les populations à bouger. La France, et c'est sa force, on aime y habiter. Les gens y apportent quelque chose, quand on trouve un boulot, un logement correct, on peut s'intégrer sans problème. Restons un pays d'accueil, pour prospérer grâce au dynamisme des uns et des autres. Quels rapports faire naître entre le pays d'origine et le pays d'accueil ? Nous sommes tous touchés, concernés par ce qui se passe ailleurs. Notre société est de plus en plus interdépendante, donc il faut être solidaire, mais dans **une solidarité planifiée**. Si nous vivons sans planification, c'est la spéculation qui règne.

Le fondement de la politique c'est l'éthique, ce sont des valeurs fortes. Il faut peser dans les rapports de force, être plus offensif, se mobiliser, reconstruire un mouvement, pour imposer des politiques. Il faut trouver les mots pour le dire, pour que les gens adhèrent, utiliser le vrai vocabulaire, aborder les sujets difficiles pour amener les jeunes à s'engager. On peut être à Attac ou à Jeudi noir et aussi dans un mouvement politique. Il faut d'abord être conscient de la société dans laquelle nous vivons. Nous vivons en démocratie, c'est le fait de partis politiques. Il faut être dedans, s'organiser, être dans des groupes, des associations. *En étant dedans on peut rendre le parti plus actif. Être militant, surmonter son inquiétude, si on y est, si on est assez nombreux, on peut le faire changer.* Il n'y a pas de dictature dans un parti, ce n'est pas la seule façon de concevoir les partis, ils portent une connaissance du fonctionnement de la société.

Il faut être plus nombreux à être des **Ambassadeurs**, à travailler sur le projet et à le communiquer. C'est fondamental, sur l'année qui vient. Il faut **prendre le temps** des débats et des échanges, faire de la **vulgarisation** des notions et des questions économiques, **diffuser** massivement les idées et les analyses. Nous avons besoin de **planifier**, de nous donner des

objectifs, de programmer des investissements. Il faut des réunions publiques partout et dès l'automne, toucher tous ceux que l'on n'écoute pas, dans les endroits où personne ne va, donner la parole. Mais, conclut Stéphane Hessel : *"Il faut que vous commenciez par rejoindre un parti. (...) Ce parti qui vous paraît mou, lâche, vous pouvez le rendre plus actif en y militant (...). Surmontez votre petite timidité. Si vous êtes assez nombreux, vous allez le faire changer."*

Références bibliographiques citées au cours du débat :

Joseph STIGLITZ, *Le triomphe de la cupidité*, Les Liens qui Libèrent, 2010

André GORZ *Métamorphoses du travail*, Galilée, 1988 et Folio Essais, 2004

Edgar MORIN, *La Voie, pour l'avenir de l'humanité*, Fayard, 2011